



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 28 mai 1968,  
à 15 h 30

NEW YORK

## S O M M A I R E

Page

## Point 11 de l'ordre du jour:

Rapport du Comité de l'habitation, de la  
construction et de la planification

Rapport du Comité social. . . . . 45

## Point 16 de l'ordre du jour:

Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice  
des droits syndicaux (*fin*). . . . . 45Président: M. Manuel PEREZ GUERRERO  
(Venezuela).

## POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction  
et de la planification (E/4440, E/4453)

## RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/4520)

1. Le PRESIDENT invite les membres du Conseil à examiner le rapport du Comité social (E/4520). Il appelle leur attention sur le paragraphe 14 qui indique que le Comité a décidé, sans opposition, de recommander au Conseil de ne pas prendre de décision au sujet du projet de résolution IV présenté par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification dans le rapport sur sa cinquième session (voir E/4440, chap. VII).

2. S'il n'y a pas d'objections, le Président considérera que le Conseil adopte les projets de résolution I, II, III et IV, que le Comité social a recommandé d'adopter au Conseil économique et social (voir E/4520, par. 18), ainsi que les recommandations contenues dans les paragraphes 16 et 17 du rapport du Comité social.

*Il en est ainsi décidé.*

3. M. PIPARSANIA (Inde) propose que le Conseil fasse figurer le texte suivant dans son rapport:

"Le Conseil prend note du point de vue exprimé par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification au paragraphe 185 du rapport sur sa cinquième session (E/4440), selon lequel, par la suite, l'Institut de documentation des Nations Unies pour l'habitation, la construction et la planification que l'on se propose de créer à New Delhi ait à patronner des recherches en vue de combler les lacunes que l'on relèverait dans les connaissances actuelles."

4. M. GREGH (France) ne voit pas pourquoi le Conseil devrait insister sur un paragraphe du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Il espère donc que le représentant de l'Inde ne maintiendra pas sa proposition; celle-ci sera mentionnée dans le compte rendu analytique qui

suffira à indiquer que la délégation indienne attache une importance particulière au paragraphe en question.

5. M. PIPARSANIA (Inde) dit que la délégation indienne, comme il a été indiqué précédemment au Comité social, tient à ce que le Conseil prenne note de l'opinion du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, qui a d'autant plus d'importance que le Conseil, dans sa résolution 1166 (XLI), a approuvé l'établissement de l'Institut international de documentation en Inde. Cependant, comme l'a fait observer le représentant de la France, le point de vue de la délégation indienne figurera dans les documents officiels du Conseil et, en conséquence, M. Piparsania retire sa proposition.

## POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (*fin*) [E/4459 et Add.1, E/L.1206 et Corr.1 et 2 et Add.1]

6. M. KHANACHET (Koweït) présente, au nom des auteurs, un certain nombre de modifications au projet de résolution (E/L.1206 et Corr.1 et 2). A l'alinéa b du paragraphe 4 du dispositif, les mots "ainsi que celles qui pourront être constituées à l'avenir" doivent être supprimés car ils sont inutiles. A l'alinéa f, afin que le texte soit conforme au texte de l'alinéa iii du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution II présenté par la Commission des droits de l'homme au Conseil (voir E/4475, chap. IX), les mots "de s'abstenir d'appliquer" devraient être remplacés par le mot "abolir" et les mots "à cette fin" supprimés. Afin de tenir compte du point soulevé par le représentant de l'Argentine à la 1525<sup>ème</sup> séance, les mots "et en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, compte dûment tenu des responsabilités primordiales qui incombent à cette dernière en la matière" pourraient être ajoutés après les mots "le Royaume-Uni" dans le nouveau texte du paragraphe 7 du dispositif contenu dans le document E/L.1206/Corr.1; le paragraphe 8 du dispositif pourrait alors être supprimé. Les auteurs sont également prêts à accepter un amendement proposé par le représentant de la Bulgarie (1525<sup>ème</sup> séance) et consistant à ajouter à la fin du paragraphe 11 du dispositif le membre de phrase suivant: "et recommande de faire figurer les résultats des recherches du Groupe spécial d'experts en ce qui concerne les atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans les documents du Comité spécial destinés à être largement diffusés à des fins d'information".

7. M. ALLEN (Royaume-Uni) estime que, dans la déclaration qu'il a faite à la séance précédente, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a par trop simplifié la position constitutionnelle en ce qui concerne le régime illégal en Rhodésie du Sud; cette question ayant été étudiée au Conseil de sécurité et ailleurs, le représentant du Royaume-Uni n'a pas

besoin d'entrer dans des détails. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne saurait accepter la déclaration selon laquelle il ne s'efforce pas d'appliquer les sanctions contre ce régime; les sanctions ont été approuvées par le Conseil de sécurité et sont obligatoires, et tous les efforts sont déployés pour qu'elles soient appliquées. M. Allen ne comprend pas comment le représentant de la République-Unie de Tanzanie peut croire que le Royaume-Uni est responsable des affaires intérieures d'un pays qui est autonome depuis un certain nombre de décennies, et le Gouvernement du Royaume-Uni pourrait difficilement accepter de se laisser accuser de duplicité par un pays qui n'a pas accédé à la Convention (No 87) de l'OIT, concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

8. D'après M. COX (Sierra Leone), il est regrettable que le Conseil soit obligé d'entendre des déclarations sur un sujet dont il n'est pas saisi. Cependant, le représentant du Sierra Leone souhaite insister sur le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni a failli à ses obligations en ce qui concerne la Rhodésie du Sud; c'est ainsi que le régime illégal de ce pays a exécuté un certain nombre de personnes bien que le pardon royal leur ait été octroyé.

9. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) dit que, étant donné l'insertion à l'alinéa f du paragraphe 4 du mot "abolir", la fin du paragraphe devrait être rédigée comme suit: "les dispositions de la loi sur la répression du communisme (Suppression of Communism Act) appliquées à ces fins". Au paragraphe 3 du dispositif, le représentant des Etats-Unis souhaiterait que les mots "conclusions et" soient supprimés et que le mot "suivantes" figure après le mot "recommandations"; le principal objectif de la première partie du projet de résolution est d'approuver les dispositions précises des alinéas a à i du paragraphe 4 du dispositif, que la délégation des Etats-Unis appuie sans réserve.

10. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne comprend pas l'objectif du premier amendement proposé par le représentant des Etats-Unis. L'alinéa iii du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution II sur lequel la Commission des droits de l'homme invite le Conseil à se prononcer demande l'abrogation d'un certain nombre de lois, dont la loi sur la répression du communisme (voir E/4475, chap. XIX). Rien n'indique que certaines dispositions seulement de ces lois devraient être abrogées. Faire une telle suggestion implique que des parties de ces lois devraient être maintenues, ce qui revient à justifier l'apartheid. Cela soulève une question de principe et le représentant de l'URSS est nettement en faveur du maintien du texte proposé par le représentant du Koweït, au nom des auteurs.

11. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) soutient que l'assertion selon laquelle le Gouvernement des Etats-Unis est en faveur de certaines dispositions des lois sur l'apartheid est fausse: il a voté en faveur du projet de résolution mentionné par le représentant de l'Union soviétique et a convenu que les lois en question devraient être complètement abrogées. Mais la portée du projet de résolution dont le Conseil est actuellement saisi serait renforcée si on faisait uniquement référence aux parties de la loi sur la

répression du communisme sur lesquelles il porte, c'est-à-dire celles qui sont prises comme prétexte pour poursuivre les syndicalistes.

12. M. KHANACHET (Koweït) fait savoir que les auteurs ne sauraient accepter les amendements des Etats-Unis. Le paragraphe 3 du dispositif doit se référer autant aux conclusions qu'aux recommandations du Groupe spécial d'experts et l'alinéa f du paragraphe 4 doit demander l'abrogation de la totalité de la loi sur la répression du communisme.

13. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis n'insistera pas sur l'amendement qu'elle avait proposé à l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution. Elle souhaite modifier l'amendement proposé au paragraphe 3 et suggère que le mot "suivantes" figure avant les mots "conclusions et recommandations". Ainsi, le Conseil approuve les conclusions et recommandations du Groupe spécial d'experts énoncées au paragraphe 4 du projet de résolution.

14. M. PIPARSANIA (Inde) et M. ROUAMBA (Haute-Volta) ne peuvent appuyer cet amendement au paragraphe 3.

15. M. KHANACHET (Koweït) indique que les auteurs ne sauraient accepter de limiter l'approbation du Conseil à certaines conclusions et recommandations du Groupe spécial d'experts, d'autant plus qu'au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution il est pris note avec satisfaction de tout le travail accompli par le Groupe.

16. M. BRADLEY (Argentine) et M. VARELA (Panama) préfèrent le texte original de l'alinéa f du paragraphe 4.

17. M. GREGH (France), appuyé par M. PIPARSANIA (Inde), suggère que la référence à l'abrogation de la loi sur la répression du communisme fasse l'objet d'un alinéa distinct.

18. M. BRADLEY (Argentine) déclare que cette proposition ne dissiperait pas les inquiétudes de la délégation argentine parce que l'abrogation de la loi ne serait alors pas reliée à la question des activités syndicales. Le projet de résolution doit indiquer que la loi sur la répression du communisme ne devrait pas être appliquée à ces activités.

19. Après une discussion à laquelle M. VARELA (Panama), M. MEYER PICON (Mexique), M. BRADLEY (Argentine), M. ROUAMBA (Haute-Volta) et M. VERENIKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) prennent part, M. KHANACHET (Koweït) fait savoir que les auteurs remanient comme suit l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif de leur projet de résolution:

"f) Abolir la loi sur la répression du communisme (Suppression of Communism Act) et s'abstenir de poursuivre les travailleurs et syndicalistes africains à cause de leurs activités syndicales sous le prétexte d'infractions au droit commun".

20. M. BRADLEY (Argentine) demande la division sur le membre de phrase "Abolir la loi sur la répression du communisme (Suppression of Communism Act)". La délégation argentine s'abstiendra sur ce membre de phrase et, au cas où la phrase

serait adoptée, elle demandera la division sur l'ensemble de l'alinéa f du paragraphe 4.

21. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) demande la division sur le paragraphe 3 du dispositif.

22. M. ALLEN (Royaume-Uni) demande la division sur les paragraphes 1 à 7, inclusivement.

23. M. LAWSON (Secrétariat) attire l'attention sur la note du Secrétaire général faisant état des incidences financières du projet de résolution (E/L.1206/Add.1). Cette note énumère les dépenses supplémentaires qu'entraînerait l'adoption du projet de résolution en dépassement des estimations figurant à l'annexe I du rapport de la Commission des droits de l'homme (E/4475) et qui sont relatives à la résolution 2 (XXIV) de la Commission. Si le Conseil n'adopte pas la résolution 2 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme, les estimations devront être révisées et prévoir une augmentation considérable des dépenses.

24. Si le Conseil adopte le projet de résolution dont il est saisi, le Secrétaire général devra obtenir l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires afin d'engager en 1968 les dépenses nécessaires.

25. En ce qui concerne le dernier paragraphe du dispositif du projet de résolution (voir E/L.1206/Corr.2), il convient de noter que la distribution et la publicité du rapport du Groupe spécial d'experts (E/4459 et Add.1) ont été normalement assurées. Si ce paragraphe envisage d'autres dispositions, telles que des traductions supplémentaires, leurs incidences financières ne pourront être estimées que si l'on dispose d'indications plus précises.

26. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'amendement oral présenté par le représentant des Etats-Unis pour que soit inséré le mot "suivantes" après les mots "conclusions et recommandations", au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution E/L.1206 et Corr.1 et 2.

*Par 16 voix contre 5, avec 5 abstentions, l'amendement est rejeté.*

27. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'ensemble du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution.

*Sur la demande du représentant du Sierra Leone, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par l'Irlande, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Irlande, Japon, Koweït, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Belgique, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* Etats-Unis d'Amérique, France.

*Par 24 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du paragraphe 3 du dispositif est adopté.*

28. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le membre de phrase "Abolir la loi sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*)" qui figure à l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif.

*Sur la demande du représentant de l'Union soviétique, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Libye, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Mexique, Maroc, Philippines, Sierra Leone, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran, Japon, Koweït.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* Panama, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Argentine, Belgique, France, Irlande.

*Par 19 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le membre de phrase est adopté.*

29. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'ensemble de l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif, tel qu'il a été amendé oralement par ses auteurs.

*Sur la demande du représentant de la Turquie, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Tchécoslovaquie dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran, Japon, Koweït, Mexique, Maroc, Philippines, Sierra Leone, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville).

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* France, Irlande, Panama, Argentine, Belgique.

*Par 21 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l'ensemble de l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

30. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'ensemble du paragraphe 4 du dispositif.

*Sur la demande du représentant du Sierra Leone, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Guatemala, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Guatemala, Inde, Iran, Irlande, Japon, Koweït, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Belgique, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie.

*Votent contre:* néant.

*S'abstient:* France.

*Par 25 voix contre zéro, avec une abstention, l'ensemble du paragraphe 4 du dispositif est adopté.*

31. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le paragraphe 5 du dispositif.

*Sur la demande du représentant du Sierra Leone, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Bulgarie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran, Irlande, Japon, Koweït, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Belgique.

*Votent contre:* néant.

*S'abstient:* France.

*Par 25 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 5 du dispositif est adopté.*

32. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le paragraphe 6 du dispositif.

*Sur la demande du représentant du Sierra Leone, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par l'Inde, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Inde, Iran, Japon, Koweït, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Guatemala.

*Votent contre:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

*S'abstiennent:* Irlande, Suède, Belgique, France.

*Par 20 voix contre 2, avec 4 abstentions, le paragraphe 6 du dispositif est adopté.*

33. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le nouveau texte du paragraphe 7 du dispositif (E/L.1206/Corr.1), tel qu'il a été amendé oralement par ses auteurs.

*Sur la demande du représentant du Sierra Leone, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Suède, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Argentine, Bulgarie, Tchad, Congo (Brazzaville), Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Iran, Japon, Koweït, Mexique, Maroc, Panama, Philippines, Sierra Leone.

*Votent contre:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

*S'abstiennent:* Suède, Belgique, France, Irlande.

*Par 20 voix contre 2, avec 4 abstentions, le paragraphe 7 du dispositif, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

34. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'ensemble du projet de résolution (E/L.1206 et Corr.1 et 2), tel qu'il a été amendé.

*Par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été amendé, est adopté.*

35. M. VARELA (Panama), prenant la parole pour expliquer son vote, dit qu'il se félicite de l'adoption de l'ensemble du projet de résolution. Les droits syndicaux et les droits des travailleurs en général sont entièrement reconnus dans la législation du travail du Panama, et il espère que la législation de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Sud et d'autres pays deviendra un jour aussi libérale et aussi favorable au progrès que celle du Panama. La délégation panaméenne s'est abstenue lors des deux votes sur l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif parce que la version révisée de ce paragraphe, qui comprend un changement quant au fond, a été soumise à la présente séance et que sa délégation n'a donc pas eu l'occasion de consulter son gouvernement.

36. M. ALLEN (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit que la manière dont sa délégation a voté lors des votes par appel nominal sur le paragraphe du dispositif relatif au rapport du Groupe spécial d'experts (par. 3) et sur celui relatif à l'application de ce rapport au Gouvernement sud-africain (par. 5) indique qu'elle n'est pas opposée à l'attitude adoptée envers ce gouvernement dans le rapport. C'est la raison pour laquelle la délégation britannique n'a pas insisté pour que les paragraphes 1 à 7 du dispositif soient mis aux voix séparément.

37. M. Allen a voté contre le nouveau texte du paragraphe 7 du dispositif (E/L.1206/Corr.1), tel qu'il a été amendé oralement, non pas parce qu'il souhaite faire obstacle à l'enquête relative aux violations des droits syndicaux qui auraient eu lieu en Rhodésie du Sud, mais parce qu'il estime que le Conseil ne devrait pas usurper les fonctions de l'OIT.

38. M. Allen n'a pas demandé la division sur l'amendement de la Bulgarie au paragraphe 11 du dispositif, parce qu'il présume que tout rapport sur la Rhodésie du Sud émanant du Groupe spécial d'experts ne sera pas soumis au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, lequel s'occupe de l'Afrique du Sud et non pas de la Rhodésie du Sud.

39. M. BERGQUIST (Suède) déclare que, s'il s'est abstenu lors du vote sur les paragraphes 6 et 7 du dispositif, ce n'est pas parce qu'il en désapprouve le contenu; l'opposition persistante de son pays à la politique d'apartheid en Afrique du Sud et à la discrimination raciale en Rhodésie du Sud est bien connue. Il s'est abstenu afin que sa position corresponde à celle prise par sa délégation à la Commission des droits de l'homme, où la Suède s'est abstenue lors du vote sur la résolution 2 (XXIV), qui élargissait le mandat du Groupe spécial d'experts. La délégation suédoise s'était abstenue à cette occasion parce que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait désapprouvé les dépenses supplémentaires encourues par le Groupe spécial. La délégation suédoise estime que, jusqu'à ce que la question du droit des organes subsidiaires à prendre



des décisions entraînant des dépenses supplémentaires ait été clarifiée de manière plus précise, de telles dépenses ne devraient pas être engagées sans que la question soit dûment examinée.

40. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il s'est abstenu lors du vote sur le paragraphe 3 du dispositif parce que sa délégation avait des réserves à faire à propos de certaines des conclusions figurant dans le rapport du Groupe spécial d'experts (E/4459 et Add.1), bien qu'elle appuie toutes les conclusions et les recommandations énoncées dans le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution.

41. M. Squire a voté contre les paragraphes 6 et 7 du dispositif et s'est abstenu lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution parce que la délégation des Etats-Unis, qui avait voté en décembre 1967 pour l'élargissement du mandat du Groupe spécial d'experts, afin qu'il puisse étudier la question des droits syndicaux en Afrique du Sud, se demandait s'il était opportun d'élargir encore ce mandat. Le Groupe spécial d'experts a fait un excellent travail, qu'il a terminé, mais on n'a pas pleinement utilisé le mécanisme de l'OIT, surtout dans le cas de la Rhodésie du Sud. Maintenant que le Conseil a décidé de prolonger et d'élargir le mandat du Groupe, M. Squire demande instamment à ce groupe de mettre pleinement à profit les conclusions du Comité de l'OIT sur la liberté d'association et les autres documents pertinents de l'OIT.

42. M. BRADLEY (Argentine) dit qu'il a voté pour l'amendement des Etats-Unis au paragraphe 3 du dispositif parce que, à son avis, le fait que le Conseil a pris note avec satisfaction des travaux du Groupe spécial d'experts n'implique pas nécessairement qu'il approuve toutes les conclusions et recommandations du Groupe.

43. M. Bradley reconnaît que l'on devrait demander au Gouvernement sud-africain de cesser d'utiliser la loi sur la répression du communisme comme prétexte pour poursuivre les travailleurs et les syndicalistes, mais la délégation argentine s'est abstenue lors des votes sur l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif parce que son libellé actuel n'établit pas un rapport suffisamment évident entre la loi sur la répression du communisme et les poursuites contre les travailleurs.

44. M. BAL (Belgique) rappelle que sa délégation a appuyé la résolution 1216 (XLII) dans laquelle le Conseil a condamné les violations des droits syndicaux en Afrique du Sud et élargi le mandat du Groupe spécial d'experts de manière à y inclure la question des violations de ces droits. Cependant, le projet de résolution (E/L.1206 et Corr.1 et 2) pose un certain nombre de problèmes importants, notamment les paragraphes 6 et 7 de son dispositif. Le Groupe spécial d'experts a fait un travail extrêmement utile, mais il aurait fallu étudier très soigneusement l'extension proposée de son mandat, parce qu'il est notamment nécessaire d'établir un ordre de priorité pour les diverses activités qui sont du ressort du Conseil. Le Conseil n'a pas eu le temps d'étudier toutes les questions complexes qui sont en jeu et M. Bal s'est donc abstenu lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution. Il s'est également abstenu lors des deux votes sur l'alinéa f du paragraphe 4 du dispositif, pour la raison avancée par le représentant de l'Argentine.

45. M. GREGH (France) dit que, bien que son pays soit fermement opposé à l'apartheid, il s'est abstenu lors de tous les votes sur le projet de résolution pour les raisons indiquées lors de la séance précédente.

*La séance est levée à 18 h 30.*